



Pour l'Adjoint au Maire empêché
Thierry DABET
Ingénieur Principal

ARRETE DU MAIRE N°2022ARR236

Objet : Arrêté temporaire - Réglementation du stationnement sur l'avenue Jean Jaurès et de la circulation - Travaux de renouvellement du réseau HTA - Du lundi 12 septembre au lundi 24 octobre 2022 inclus - Société AXE BTP prestataire intervenant pour le compte d'ENEDIS

Le Maire d'Arcueil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.22131, L.2215.1,

Vu le Code de la route et notamment les articles R 411-3, R 411-8, R 417-3 et R 417-10,

Vu le Code pénal et notamment l'article R 610-5,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie -marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié),

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté 2019ARR399 du 4 décembre 2019 réglementant le bruit sur le territoire communal, et notamment l'article 9 : chantiers et travaux bruyants « les travaux bruyants liés aux chantiers publics ou privés sont interdits de 20 heures à 7 heures du lundi au vendredi inclus et toute la journée des samedis, dimanches et jours fériés. Il en est de même pour toutes les livraisons à destination de ces chantiers qui de fait occasionnent une gêne sonore de nature à troubler la tranquillité du voisinage sauf en cas d'intervention urgente », et l'article 10 : dérogations portant sur les chantiers et travaux bruyants « En dehors des heures et jours autorisés à l'article 9, toute autre dérogation devra faire l'objet d'une demande écrite adressée au Maire dans un délai de trois semaines avant le début des travaux afin de permettre une instruction et une information aux riverains à minima 48 heures avant. Aucuns travaux ne pourront être effectués sans une autorisation préalable écrite »,

Vu la demande par courriel du mardi 30 août 2022, de Monsieur Vincent GRISON chargé de projets ENEDIS, portant sur le renouvellement du réseau HTA, du lundi 12 septembre au lundi 24 octobre 2022 inclus,

Vu la rencontre sur place, le mardi 6 septembre 2022,

Considérant que pour permettre ces travaux, il est nécessaire de réaliser 2 fouilles ponctuels sur chaussée et une tranchée sur trottoir entre le n°74 et n°64 avenue Jean Jaurès. Le cheminement des piétons sera maintenu,

Considérant que pour permettre les travaux sur chaussée entre l'avenue du Chaperon Vert et la rue Voltaire, l'intervention se fera par demie chaussée. Les véhicules seront déviés sur la partie libre de la chaussée et régulée par des hommes trafics,

Considérant que pour permettre des essais de câbles HTA, il convient de neutraliser des places de stationnement à avancement du chantier pour permettre des ouvertures de fouilles sur le trottoir, partie comprise entre la rue Ernest Renan et l'avenue Vladimir Ilitch Lénine, du lundi 26 septembre au lundi 24 octobre 2022 inclus,

Considérant qu'il convient de prévenir tout accident et garantir la sécurité,

ARRETE :

Article 1 : Du lundi 12 septembre au lundi 24 octobre 2022 inclus, le stationnement sera interdit et considéré « stationnement gênant » sur l'avenue Jean Jaurès, partie comprise entre la rue Ernest Renan/l'avenue Jeanne d'Arc et entre l'avenue Jeanne d'Arc/l'avenue Vladimir Ilitch Lénine, selon l'avancement du chantier.

Article 2 : La Société AXE BTP – 5, route du Camp – 77550 REAU ☎ 01 76 24 13 79, en charge des travaux est tenue de :

- Afficher le présent arrêté conformément à la réglementation en vigueur,
- Maintenir l'affichage du présent arrêté durant toute la durée des travaux,
- Mise en place d'un pont lourd entre les interventions,
- Mettre en place la signalisation routière réglementaire pour la suppression du stationnement,
- Découpe propre des enrobés, et réfection avec un joint d'émulsion,
- Maintenir en bon état de propreté les abords du chantier,
- Remettre à l'identique le mobilier urbain et les marquages qui auraient été endommagés lors des travaux,
- Mise en place d'un homme trafic,
- Assurer une communication auprès des usagers.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à la Société AXE BTP.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant des Sapeurs-Pompiers de Montrouge,
- Monsieur le Commissaire Principal de Police de Cachan,
- Monsieur le Commissaire Principal du Kremlin-Bicêtre,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Créteil,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Val-de-Marne,
- Monsieur le Président de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
- Service des Déchets de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
- Service transports et déplacements de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
- RATP de Créteil,
- Police municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la ville d'Arcueil.

Article 5 : Le Maire :

- Certifie le caractère exécutoire de cet arrêté compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa publication ou de sa notification.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire d'Arcueil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ou de sa publication ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou de la publication ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet.

Fait en Mairie, le
Le Maire

12/09/2022

Pour le Maire et par délégation
Antoine PELHUCHE
Adjoint au Maire



ARRETE N°2022ARR236

Nature de l'acte :Autres domaines de competences des communes
Service : Pôle Intervention Technique Service cadre de vie